

2.

Séance du mardi 8 mars 2005

Compte rendu réalisé par

Marisa Quaglia (doctorante en histoire)
Thibault Surtouc, Cyril Duval (Master 1 Histoire)
Mathilde Fatout, Annabelle Sureau (Master 1 Géographie)

Antoine Cardi

Doctorant en histoire moderne et contemporaine (Université de Caen)

« Deux siècles de pouvoir municipal : l'exemple de la commune de Camembert, fin XVIII-début XXI siècle »

Comme l'atteste le thème retenu cette année par le séminaire du Pôle Rural, l'histoire politique du monde rural est en plein renouvellement. Antoine Cardi, inscrivant ses travaux dans ce courant, s'intéresse plus particulièrement à l'étude des comportements politiques dans la longue durée. Il propose dans cette intervention d'étudier l'accession au pouvoir politique municipal et à son exercice à Camembert, depuis la fin du XVIIIe jusqu'au début du XXIe siècle. L'objectif de cette intervention est de montrer quel type de population accède aux responsabilités politico-administratives locales mais aussi de comprendre son évolution à travers deux siècles d'histoire et la signification de cette évolution dans le contexte socio-économique particulier du Pays d'Auge.

Les sources utilisées pour cette étude sont les délibérations du conseil municipal de Camembert qui ont été dépouillées dans leur intégralité entre 1792 et 2004. Les limites chronologiques de ce travail ont été imposées par les sources puisque la première délibération municipale date de 1792. Mais le choix d'une étude sur le temps long répondait à la volonté d'englober l'histoire du pouvoir politique et son exercice à Camembert dans une double perspective qui rend compte de l'évolution de la place de la paysannerie dans la société française :

- l'affirmation de l'Etat-Nation et ses conséquences sur le comportement politique de la paysannerie
- l'intégration progressive de l'agriculture dans le système capitaliste qui accompagne la disparition progressive de la « civilisation paysanne ».

Une activité politique variable et différenciée dans le temps

L'étude des délibérations municipales permet de dégager cinq temps, de durée inégale, qui donnent un aperçu de la vie politique et institutionnelle locale.

· L'activité politique sous l'Ancien Régime

Il existe des délibérations paroissiales de Camembert à l'Epoque Moderne mais elles s'interrompent à la fin du XVIIe siècle. Cependant, il semble probable qu'une vie politique communautaire se soit maintenue dans le village tout au long du XVIIIe siècle. Les modes de réunion du conseil municipal de 1792 attestent d'habitudes qui sont héritées de l'Ancien Régime : on se réunit « dans l'église paroissiale », à « l'issue des vêpres » dominicales.

· Une vie politique intense pendant la Révolution

Les années 1792-1796 sont remarquables par le nombre annuel de délibérations du conseil municipal et notamment pendant les années 1792-1793 qui correspondent à la mise en place des instances locales du gouvernement révolutionnaire. Les décennies suivantes apparaissent ternes en comparaison de la période révolutionnaire.

· Du Directoire à la Restauration : une atonie de la vie politique

A partir de 1797, le nombre de réunions à Camembert chute brutalement, certainement du fait de la grande incertitude institutionnelle et politique qui incite les citoyens à fuir les responsabilités politico-administratives. La fermeture du champ d'intervention politique local sous l'Empire et la Restauration contribue à alimenter cette baisse voire à provoquer l'absence de réunion certaines années.

· Une timide ouverture sous la Monarchie de Juillet et le Second Empire

L'adoption de la loi du 21 mars 1831 marque une étape importante pour la vie politique municipale. Les conseillers municipaux sont désormais élus par des électeurs municipaux. Surtout, le conseil municipal acquiert des pouvoirs de contrôle et de délibérations. Ce nouveau contexte institutionnel favorise une recrudescence de l'activité municipale qui se poursuit sous le Second Empire.

· Une normalisation de la vie municipale sous la Troisième République et au XXe siècle

L'établissement de la Troisième République et la promulgation des lois municipales de 1882 et 1884 correspondent à une ouverture sans précédent du champ politique local avec l'adoption du suffrage universel direct masculin. On ne constate pas d'augmentation du nombre annuel de réunions. Néanmoins, celui-ci se stabilise progressivement pour atteindre une moyenne de 6 réunions par an au cours du XXe siècle.

Sociologie des détenteurs du pouvoir local

L'état civil fournit quelques précisions sur les hommes qui détiennent le pouvoir à Camembert. Si l'on se réfère à la période 1792-1945, hormis deux exceptions, l'ensemble des 19 maires qui se succèdent sont désignés comme propriétaire, propriétaire cultivateur, propriétaire marchand de bœufs, ou encore propriétaire et marchand. En ce qui concerne les adjoints, les choses sont encore plus nettes : ils sont propriétaires, cultivateurs ou marchands. Les détenteurs du pouvoir à Camembert sont pour une très grande majorité d'entre-eux des paysans ou des hommes dont les revenus proviennent de l'exploitation du sol. Ils appartiennent à un groupe social économiquement aisé, comme c'est d'ailleurs le cas à l'échelle nationale. Ce groupe est-il homogène socialement ?

La récurrence de certains patronymes chez les détenteurs des charges municipales laisse penser qu'il existe bien un groupe social particulier, relativement cultivé, qui, par la mise de en place de stratégies collectives et d'alliances, est parvenu à se maintenir à la tête des institutions communales depuis l'Ancien Régime. Cependant, on assiste à une rupture à partir du milieu du

XXe siècle qui marque le renouvellement du personnel politique.

L'intégration du Pays d'Auge à l'espace national et à l'économie de marché : essai d'interprétation

Comment interpréter la permanence de ce groupe dans la vie politique de la commune ? En suivant les analyses de Christian Kermeol, on peut suggérer qu'une des raisons de cette continuité réside dans la capacité de ce groupe à administrer les affaires de la collectivité, grâce aux compétences techniques de ses membres : maîtrise de l'écrit, des rouages administratifs. Par ailleurs, avant la mise en place de la Troisième République, les élites politiques de Camembert (les herbagers) ont été l'instrument privilégié des régimes autoritaires. Cette élite politique devait garantir le maintien de l'ordre social.

La rencontre des intérêts locaux et nationaux peut expliquer l'intégration de cette société herbagère à l'espace administratif et économique national. Si l'on étudie les objets des réunions municipales, on constate une augmentation des sujets concernant l'ouverture du monde rural. Ce mouvement est sans nul doute pris en charge par les détenteurs du pouvoir qui favorisent la pénétration de l'économie capitaliste dans les campagnes. Enfin, si le sujet principal des réunions est la gestion courante de la commune durant toute la période, il faut noter qu'apparaissent progressivement au cours du XXe siècle, de nouvelles préoccupations comme celles de la protection et l'animation du monde rural.

Conclusion

Loin d'écartier les populations paysannes du pouvoir politique local, la Révolution Française a consacré l'émergence d'un groupe social d'herbagers-marchands qui prend rapidement en main et avec durabilité les destinées de la collectivité de Camembert. Ce groupe, dominant économiquement et politiquement, garant de l'ordre social, devient le relais d'un désenclavement du monde rural et permet l'intégration progressive des campagnes à l'espace national.

Débat

J.-M. Moriceau : Ce travail a le grand mérite de prendre en compte différentes échelles d'analyse et de le faire sur la longue durée. Peu d'études ont pour objet l'ensemble des délibérations d'une commune sur la période 1792-2004. Je voudrais à présent revenir sur la notion de groupe social qui mériterait d'être approfondie. Pour définir cette notion, il paraît nécessaire de prendre en compte les sources notariales mais aussi familiales. Les colloques de Saint Cloud et de Strasbourg mais aussi le travail d'Adeline Daumard apportent des éclaircissements utiles. Le recours aux généalogies permettrait de saisir les liens familiaux qui unissent les détenteurs du pouvoir mais aussi leurs liens économiques.

A. Cardi : Une étude prosopographique est indispensable.

J.-M. Moriceau : L'histoire politique gagnerait en profondeur.

P. Brunet : La source que vous utilisez n'est pas sans biais. Au cours du XIXe siècle, les

comptes-rendus des séances doivent être très inégaux. Leur utilisation est donc de même ?

A. Cardì : Camembert est un bon terrain d'observation car les comptes-rendus sont en général détaillés.

P. Brunet : N'avez-vous pas constaté un changement du personnel politique à partir de 1850 ? On s'attendrait à un renouvellement de cette élite locale au milieu du siècle.

A. Cardì : C'est au milieu du XXe siècle que ce renouvellement a lieu à Camembert.

P. Brunet : A-t-on des mentions des groupes d'opposition ? En général, les oppositions politiques sont exclues.

A. Cardì : Les délibérations contiennent peu de choses sur le plan idéologique, même pendant la Révolution. On y mentionne seulement la mise en place du Comité Révolutionnaire.

M. Renard : Camembert a-t-il été favorable à l'électrification ?

A. Cardì : Oui puisqu'il y ait fait référence très tôt, dès le début du XXe siècle. Les délibérations contiennent par ailleurs de nombreuses références au financement de la voirie mais aussi au traitement de l'instituteur.

Ph. Madeline : Dans la typologie que tu esquisses sur les sujets des délibérations, le thème de l'agriculture est rarement abordé.

A. Cardì : Les mentions de problèmes agricoles sont rares. Elles apparaissent seulement dans 5 ou 6 délibérations.

E. Lynch : Il me semble difficile de faire de l'histoire politique sans faire référence à une élite. Mais il faut bien voir que cette élite du monde rural n'est pas seulement composée de paysans. Il est primordial de préciser et de creuser les notions auxquelles on veut se référer. Une deuxième remarque me semble importante au point de vue méthodologique. Peut-on comparer une délibération de 1792 et une délibération de 2004 ? Cette source introduit de nombreux biais. Les autorités obligeaient la tenue de ces délibérations, ce qui nécessite de faire un travail de critique externe indispensable. Ces délibérations gommant les conflits qui existaient dans la vie politique. Elles peuvent donner l'illusion d'une harmonie au sein du village alors qu'il devait exister de nombreuses tensions et oppositions politiques.

A. Cardì : Je prends note de ces remarques. Je suis conscient de certaines faiblesses méthodologiques mais je ne propose pas non plus une vision virgilienne de la vie politique. Comme je l'ai précisé au début de l'intervention, cet exposé n'est qu'une partie de mon travail en cours.

Edouard Lynch

*Maître de Conférences en Histoire contemporaine à l'Université de Lyon 2
(Institut d'Etudes Rurales)*

Pouvoir politique et pouvoir syndical au village au XXe siècle, concurrence et complémentarité

Introduction

Il faut d'abord recentrer l'analyse sur un cas, situé dans le département de la Saône-et-Loire.

Le village est le point de rencontre entre les dynamiques partisanes qui veulent s'installer dans le monde rural et les dynamiques professionnelles.

La vie politique au village au XIX^e siècle est très riche dans l'historiographie, on peut faire référence à de grandes thèses régionales, comme par exemple celle de Maurice Agulhon. En revanche, peu d'études ont été effectuées sur le XX^e siècle. Cette faiblesse s'explique par le poids des études consacrées à l'urbanisation, l'industrialisation et à la question ouvrière. Mais cette faiblesse est en voie de dissolution. On s'intéresse de plus en plus à l'histoire politique au village. On assiste à un renouvellement de l'histoire politique, on fait plus attention à l'histoire culturelle et sociale, et des représentations.

Cette étude met en perspective un problème d'échelle. La structure villageoise reste un des cadres privilégiés de l'histoire municipale mais nous sommes obligés de sortir de cette échelle communale pour entrevoir les dynamiques nationales. Reste que cette recherche au niveau national ne se concentre que sur l'analyse des scrutins et des résultats électoraux. Le village voit une autre forme de la diffusion politique, par exemple la vie collective.

Ce travail est effectué sur le Parti Socialiste dans un département rural : la Saône-et-Loire. Le Parti Socialiste est un parti de masse qui va chercher à s'implanter dans les villages et le monde rural.

Problématique :

Comment le Parti Socialiste va-t-il s'implanter dans le milieu rural ?

La conquête des campagnes

Le Parti Socialiste est un parti révolutionnaire qui ne s'intéresse pas à la propagande électorale. On remarque une tentative de formation de groupes de militants, qui n'ont pas pour but de remporter des scrutins, mais qui ont pour principe d'être des lieux d'éducation politique et d'ouverture. Les socialistes possèdent la délégation permanente et ils vont organiser des réunions et structurer des groupes. Dans ces groupes de militants, on parle de politique alors qu'il n'y a pas d'élection en vue, cela dérouté les ruraux.

Aucun parti ne fonctionne comme cela à la fin du XIX^e siècle. Le parti de gauche marxiste s'appuie sur des points comme le centre minier du Creusot. Il y a une véritable logique spatiale, familiale et sociale, car les ouvriers sont originaires des campagnes environnantes. Le Parti Socialiste s'appuie, au sein du village, sur des militants traditionnels (enseignants, fonctionnaires, employés municipaux,...). La SFIO va faire surgir progressivement des militants paysans, comme par exemple à Mâcon où l'on trouvera des cultivateurs ou goûteurs de vins.

Importance de la presse qui diffuse dans les campagnes aux alentours des villes. La presse est le lieu de diffusion de l'idéologie par le haut. Mais la presse militante est aussi un lieu d'expression des masses rurales, ils y ont une tribune où des groupes de paysans peuvent s'y exprimer.

Les élections vont être le moment de se montrer, on va essayer d'exister, le but étant de s'implanter durablement. Processus de diffusion par le vote et les élections, moyen de montrer qu'on existe.

Au début des années vingt, croissance de la fédération et gain de certaines municipalités rurales. Le basculement de la municipalité engendre la création d'une section car il est très difficile d'exister quand on n'a pas d'appui municipal. Gain aussi dans les cantonales.

Sociabilité et culture politique

Les sections sont la base de la vie politique au village. Les tensions sociales sont relayées par des militants (petits fonctionnaires et commerçants). Quand une municipalité bascule, on adhère à la section car la figure dominante du village (le maire) y est, mais on n'adhère pas avant. Le phénomène joue en sens inverse. Elles n'ont pas d'action dans le domaine politique, elles se veulent des lieux d'organisation d'une sociabilité partisane regroupée autour de ces nouveaux groupes. On y fait l'éducation politique des nouveaux militants, c'est de la socialisation politique.

La section sert aussi à l'organisation de bals, de banquets, de fêtes champêtres. Ces fêtes sont des lieux essentiels de la diffusion des vecteurs politiques (chansons, emblèmes, ...). La sociabilité militante se greffe à la sociabilité festive traditionnelle (par exemple on fête la mort de Jaurès pendant les années vingt), pour rassembler l'ensemble de la dynamique partisane. Parfois la fête se déconnecte du politique, il n'y a plus de prétexte politique. On va au banquet pour se démarquer politiquement.

La sociabilité militante se substitue à la sociabilité villageoise. L'échec ou le succès d'une manifestation rejaille tout de suite sur les auteurs. Le but pour la section, pour les élus, est de rassembler autour de soi l'ensemble de la communauté villageoise.

Relais et concurrence

Les socialistes ne sont pas les seuls à vouloir investir le champ de cette sociabilité. Le village devient un lieu d'affrontements en marge des affrontements politiques. La municipalité est l'objet d'une lutte d'influences.

Il règne une opposition importante sur le domaine festif. On discrédite l'adversaire en critiquant sa fête. C'est une lutte d'influences ayant des enjeux idéologiques.

Autre lieu d'enjeux, c'est l'action syndicale et corporative qui touche l'organisation professionnelle. Ce n'est pas un fait nouveau. Le pouvoir syndical est une des clés du pouvoir au village. Les socialistes s'efforcent de susciter des syndicats concurrentiels aux syndicats existants.

On remarque une concurrence vive pendant l'entre-deux guerres car promotion croissante des exploitants par rapport aux notables traditionnels. Emergence d'un pouvoir villageois qui est davantage aux mains des exploitants. Les socialistes veulent récupérer ce mouvement émanant du syndicalisme. De l'autre côté, les conservateurs font preuve d'un grand dynamisme auprès des organisations catholiques et des mouvements syndicaux chrétiens catholiques (ex : JAC).

Dans les années trente, on voit les tensions s'accroître autour de l'occupation de l'espace public.

Multiplication des organisations qui ont les mêmes stratégies d'implantation que les socialistes. Les socialistes sont face à une grande concurrence dans un contexte difficile de crise du monde paysan, de crise économique et de Front Populaire.

Conclusion

Insertion des pratiques politiques dans les sociabilités paysannes. Le rural est un espace de plus en plus ouvert aux influences extérieures. Les pratiques politiques qui viennent d'en haut sont adaptées au monde villageois, on assiste à une réappropriation, redynamisation, transformation et revitalisation de cette dynamique villageoise.

L'historien se heurte à une très faible visibilité face à ces pratiques. Les sources sont issues de la presse militante. C'est un problème car les comptes-rendus sont fantasmés et imaginés par leurs auteurs, d'où une vision altérée et déformée de la réalité. C'est un discours militant déformé et qui n'informe pas sur la pénétration du discours politique chez les ruraux.

DEBAT

Jean-Marc Moriceau : La longue période est importante pour mener à bien une étude. Au niveau des sociabilités, le modèle est le coq de village. La section doit avoir l'adhésion du maire, de l'élite pour faire basculer le coq de village.

Pour les sources, on a accès aux témoins (sur trois générations), d'où l'importance de l'enquête orale. Il existe aussi des archives privées qui peuvent raconter cette sociabilité.

L'événement banal peut déraiser (par exemple le bal), donc on a affaire à la police, à la justice, ce qui peut générer des sources.

Edouard Lynch : Les municipalités basculent, mais c'est un phénomène lent, c'est une conquête. Importance des traditions pour la lutte du pouvoir, pour le conquérir. Conquérir les traditions c'est avoir du pouvoir.

Jean-Marc Moriceau : L'histoire contemporaine a toutes les sources disponibles, mais l'histoire orale, la mémoire, a une durée courte. C'est la seule période historique qui perd de ses sources car elle ne met pas la priorité sur la sauvegarde des mémoires orales.

Loïc Ravenel : Les équipes sportives sont-elles utilisées dans cette lutte pour le pouvoir local ?

Edouard Lynch : Elles font parties des luttes, c'est un enjeu comme tous les autres faits sociaux mais pas encore dans les années vingt.

Edgar Leblanc : La conquête est-elle solide ou passagère face au poids des syndicats ?

Edouard Lynch : Les syndicats vont reprendre les héritages républicains. Dans le fond, il n'y a pas d'ancrage fort. L'ancrage partisan est moins fort qu'en ville, tout comme la pénétration syndicale.

Philippe Madeline : L'instituteur joue-t-il un grand rôle ?

Edouard Lynch : Oui, c'est souvent le secrétaire de la section mais aussi celui de la mairie. Il a un rôle essentiel. Il est autonome par rapport au groupe paysan car le contrôle social est très fort dans le groupe socio-professionnel des paysans. Les paysans ne veulent pas prendre de responsabilités.

Loïc Ravenel :

Maître de conférences en géographie à l'Université de Besançon

« Le vote protestataire dans les campagnes françaises »

Quand le FN prospère à l'ombre des villes

Loïc Ravenel fait partie du groupe pluridisciplinaire ADRET (Analyse de la Démocratie, des Représentations, des Elections et des Territoires). Sa méthodologie est fondée sur le gradient urbain, il considère la distance à la ville comme facteur explicatif. Ses sources datent pour la plupart des années 1995, 1999 et 2000, et les plus vieilles de 1975. Il n'a pas voulu travailler à partir des cartes départementales qui selon lui manquent de précision pour analyser le fait urbain, elles sont trop limitées pour distinguer la différence entre le rural et l'urbain. En fait, il considère l'échelle cantonale comme la plus adaptée pour son étude, surtout que depuis peu les cartes cantonales sont disponibles deux jours seulement après les élections ce qui permet une analyse rapide.

Avant d'aborder les votes du Front National, Loïc Ravenel a en premier lieu fait une présentation des votes du parti CPNT (Chasse Pêche Nature et Tradition), parti protestataire qui a commencé à prendre corps dans les campagnes (du sud-ouest de la France) en 1984. D'abord le parti des chasseurs, il est devenu au fil des années le parti de la ruralité (1996). Il s'oppose au parti des « Verts » plus représentatif d'un « écologisme des villes ». Pour expliquer les votes des français en 1999, Loïc Ravenel prend pour grille de lecture l'éloignement à la ville. Et, on se rend compte que plus on s'éloigne de la périphérie des aires urbaines (200 000 habitants) et plus on constate une augmentation des votes CPNT. Les votes avaient augmenté au fil des années, mais en 2004 le parti fait un faible score aux régionales, il montre des difficultés à s'implanter dans l'espace national (1,64 %). Et aux Européennes, le score des chasseurs diminue au profit du Front National, il y a un transfert de voix entre les deux partis.

Aujourd'hui, le FN semble s'implanter dans le monde rural mais sa structure a varié selon les périodes. En 1975, son implantation est marquée le long de la façade méditerranéenne, tandis qu'en 1979 il s'instaure dans la France de l'Est. Le vote FN est ancré dans sa dimension urbaine, cette vision sera gardée pendant longtemps. Loïc Ravenel veut aller plus loin que les cartes départementales en travaillant pour la période 1995-2004 à partir des cartes cantonales. Plusieurs constatations sont alors faites pour l'évolution des votes pour le FN. Il y a tout d'abord l'idée d'une saturation avec des zones de très forts scores en 1995 (Alsace) qui voient leurs votes diminuer en 2004. Mais aussi l'idée d'une contagion, avec les zones en proximité des zones de force où les votes FN augmentent. Et enfin l'idée d'une banalisation, car dans les zones où le FN faisait des scores faibles, ces scores sont toujours aussi faibles mais en augmentation. Les éléments d'explications avancés par Loïc Ravenel sont, tout d'abord, un malaise du milieu rural, marqué par la diminution des agriculteurs, les problèmes économiques traversés par cette profession. En fait, les agriculteurs exprimeraient leur « ras le bol » en votant pour le Front National. Le vote CPNT ne serait qu'un intermédiaire avant de voter FN. Aujourd'hui, les agriculteurs rejoignent les ouvriers en ce qui concerne leurs votes envers le Front national. Pour ce qui est des ouvriers, le vote FN est plus important dans les campagnes. Cela semble dû à une fragilité plus grande de ces ouvriers, qui sont face à une faiblesse du marché de l'emploi et rencontrent des difficultés de reconversion. Le deuxième facteur explicatif, selon Loïc Ravenel, serait une diffusion depuis les villes. A l'aide d'un graphique, il a montré la progression du Front

National vers les périphéries. Les votes les plus importants se situent à environ 40 Km des aires urbaines. Les raisons seraient dues à une augmentation de la délinquance en milieu rural. Mais il est important de préciser que les actes de vandalisme marqueraient plus la population des petites communes, pour ces habitants la « grande ville » n'est pas loin. Les violences urbaines seraient plus facilement évoquées par les ruraux. En fait il y a des différences entre les espaces ruraux, et c'est dans les espaces périurbains que les votes pour le Front National sont les plus importants, ce qui a amené Loïc Ravenel à s'interroger sur un milieu périurbain « pathogène ». Il a avancé plusieurs hypothèses pour expliquer l'importance des votes FN dans les espaces périurbains. Ces espaces seraient par essence fermés, ce qui ferait d'eux des lieux de protestation. Loïc Ravenel met aussi en avant l'effet de halo, c'est à dire des personnes qui votent dans un endroit et travaillent dans un autre (travaillent en ville et vivent à la campagne par exemple). Loïc Ravenel a fait également l'hypothèse d'un transport du vote du à un changement d'espace, l'idée d'un espace colonisé par la ville, mais cette dernière ne semble pas assez pertinente, en tous les cas elle ne se vérifie pas en région parisienne. La dernière hypothèse serait l'effet produit par de nouveaux arrivants mal acceptés par la population locale, qui les considérerait comme des « envahisseurs », venus transformer leur espace en plus de faire augmenter le prix du foncier.

En 1995, 13 % de la population à dominante urbaine a voté Front National et 10 % en campagne, tandis qu'en 2002 on a vu ces votes devenir identiques, surtout dans les zones à proximité des villes. En plus, dans certaines régions tels que le Cantal les votes étaient exclusivement FN au détriment des votes CPNT. Ce qui amène Loïc Ravenel à s'interroger sur un vote utile.

Débat :

Philippe Madeline : La cartographie est un bon outil d'explication. Mais elle est à utiliser avec précaution. Ceci du fait de l'aspect réducteur des réalités. Ainsi, l'idée d'une distance spatiale a été mise en avant mais la distance sociale ne serait-elle pas aussi importante ? Ne faudrait-il pas les corrélés ?

Loïc Ravenel : C'est un début, un démarrage sur le plus simple pour voir si cela donnait quelque chose. C'est un premier phénomène qui n'exclut pas les autres.

Philippe Madeline : La typologie serait à corrélés avec celle de l'INSEE, peut-être à relier avec la notion de bassin de vie.

Loïc Ravenel : L'idée était de montrer ce que serait le vote si l'on travaillait sur une base nationale, de mettre en avant un vote théorique. On n'a pas la même culture ouvrière selon l'espace où l'on se situe (ouvriers ruraux sont différents des ouvriers urbains). Pour le vote FN il n'y a pas une seule explication, la protestation varie selon le contexte.

Philippe Madeline : Le vote FN dans les espaces périurbains ne pourrait-il pas s'expliquer par le développement de la fonction résidentielle, par l'arrivée de nouveaux habitants aux modes de vie différents ? L'augmentation du prix du foncier n'est-elle pas aussi un paramètre à prendre en compte dans l'orientation de ce vote car l'arrivée de néo-ruraux peut empêcher l'accès des populations locales à la propriété ?

Loïc Ravenel : Ce sont plusieurs hypothèses à étudier.

Philippe Madeline : Les votes pour le CPNT ne seraient-ils pas à mettre en lien avec la mise en place de Natura 2000.

Loïc Ravenel : Le parti CPNT a fait de l'Europe son bouc émissaire et leur dernier chiffre aux Européennes les a maintenu dans cette idée. Les malaises ruraux sont en fait transmis dans les votes contestataires.

Jean-Marc Moriceau : La carte à l'échelle cantonale paraît la meilleure, elle nuance les données.

Loïc Ravenel : La récupération de cette échelle a permis d'aller plus loin dans l'interrogation.

Jean-Marc Moriceau : J'éprouve un certain agacement envers la notion de périurbain. Avec cette notion on renie une partie de l'identité de l'espace qui n'est pas urbain. On peut également être éloigné de la ville et se sentir très concerné par les problèmes urbains. Le facteur psychologique joue beaucoup. La conscience d'une menace dans l'espace périurbain accentue certains comportements. On peut également trouver des filières de compréhension dans l'histoire. Certains espaces sont favorables à des réflexions identitaires. Des régions comme l'Aquitaine, la Basse-Normandie et la Basse Provence sont à l'Époque Moderne des régions de métayage fort, très vindicatives.

Loïc Ravenel : L'approche pluridisciplinaire, avec entre autre l'aide des historiens et des sociologues, est importante pour expliquer certains phénomènes électoraux. C'est un sujet où la multidisciplinarité est adéquate. On remarque même aujourd'hui une protestation à l'intérieur de la protestation avec le MNR qui se différencie du FN.

Jean Rivière : À mon sens, il faut se garder de la surreprésentation par rapport à la carte. En réalité, qu'est qu'un vote protestataire ? Où sont les contagions ? Quelles sont les dynamiques sociales derrière ces votes ?

Loïc Ravenel : Pour analyser l'ensemble des phénomènes, on propose des hypothèses (ici par rapport à l'espace), on les teste et on essaye de les expliquer.

Jean Rivière : D'après les différentes analyses, le vote paraît être un marqueur de ségrégation. Il est toutefois indispensable de prendre en considération la position sociale, le niveau de diplôme de chacun (...). Le vote peut être synonyme d'un comportement territorialisé. Cependant, il est important d'avoir toujours une approche contextualisée.